

La politique pénale et carcérale française est un échec

Editorial. Surpopulation, conditions d'incarcération « inhumaines », « tout-prison » inefficace contre la criminalité et la récidive... La construction de nouvelles prisons ne peut tenir lieu de politique pénale.

LE MONDE | 03.04.2017 à 12h04 • Mis à jour le 03.04.2017 à 16h50

Editorial du « Monde ». La semaine dernière, la directrice de la maison d'arrêt de Villepinte, en Seine-Saint-Denis, Léa Poplin, a prévenu les magistrats : inutile de lui **envoyer** des détenus, son établissement, saturé, est dans l'impossibilité **physique** d'en **prendre** un seul de plus. Ce mois-ci, le taux d'incarcération en France a atteint, une nouvelle fois, un record : 69 430 détenus. Avec une « densité carcérale » de 113,4 prisonniers pour 100 places de prison, qui frise les 200 % dans nombre d'établissements.

Lire aussi : La prison de Villepinte refuse d'accueillir davantage de détenus (/police-justice/article/2017/03/30/la-prison-de-villepinte-refuse-d-accueillir-davantage-de-detenus_5103225_1653578.html)

En décembre, la contrôleure générale des lieux de privation de liberté – il n'y a que l'administration française pour **inventer** des noms pareils –, Adeline Hazan, dénonçait le traitement proprement « *inhumain* » des détenus à la maison d'arrêt de Fresnes (taux d'occupation de 193 %). Climat d'extrême violence, discipline brutale, tension permanente. Et prolifération des rats : « *L'odeur persistante de leur pelage, de leurs excréments et de leurs cadavres s'ajoute à celle des amas d'ordures qui jonchent les pieds des bâtiments.* » On est à 7 kilomètres de Paris, en 2017.

Lire aussi : A la prison de Fresnes, alerte sur le « traitement inhumain » et « dégradant » des détenus (/police-justice/article/2016/12/14/la-contrôleure-des-prisons-alerte-sur-le-traitement-inhumain-des-detenus-a-fresnes_5048494_1653578.html)

Laissons la morale de côté. Considérons les résultats. Ils sont nuls. L'impact de cette **politique** d'incarcération sans cesse en augmentation est marginal sur le taux de criminalité. Il est inexistant sur la récidive. Examinons les responsabilités publiques. En dépit des efforts des uns et des autres, surtout à gauche, on peut sans **caricaturer** parler d'un échec global de notre **politique** pénale et carcérale.

Lire aussi : Le Livre blanc pénitentiaire propose de réguler les entrées en prison (/police-justice/article/2017/04/03/le-livre-blanc-penitentiaire-propose-de-reguler-les-entrees-en-prison_5104987_1653578.html)

On peut **dénoncer** le climat de démagogie répressive qu'entretiennent nombre de dirigeants politiques, surtout à droite, pour **répondre** aux craintes, légitimes, des zones les plus défavorisées et les plus **expos**ées au crime. Les magistrats, débordés, sous-équipés, ne peuvent pas ne pas y **être** sensibles : la détention avant jugement explose, tandis que les peines s'allongent. L'administration pénitentiaire – souvent compétente et courageuse – est abandonnée en première ligne. Son nouveau patron, Philippe Galli, à peine nommé, vient de **claquer** la porte.

Lire aussi : Le directeur de l'administration pénitentiaire claque la porte (/police-justice/article/2017/04/02/le-directeur-de-l-administration-penitentiaire-claque-la-porte_5104724_1653578.html)

Lire aussi : La justice impuissante face à la croissance de la détention provisoire (/police-justice/article/2017/01/26/la-justice-impuissante-face-a-la-croissance-de-la-detention-provisoire_5069207_1653578.html)

Faire souffrir au-delà de l'enfermement

Sans doute faut-il [construire](#) plus de [prisons](#) en France, et la mesure figure dans la plupart des programmes des candidats à l'élection présidentielle. C'est urgent et cela relève du simple rattrapage démographique. Mais cela ne peut [tenir](#) lieu de politique pénale. Au moment où la France ne jure que par le « tout-prison », les pays d'[Europe](#) occidentale et les Etats-Unis s'engagent dans une politique de « moins de prison ». On libère des détenus, des [Pays-Bas](#) aux Etats-Unis. On réévalue l'impact de la prison sur le crime et on généralise les peines de substitution.

Lire aussi : Prisons : Jean-Jacques Urvoas veut parvenir à « 80 % de détenus en cellules individuelles » ([\(politique/article/2016/09/20/le-ministre-de-la-justice-considere-que-la-piste-de-prisons-reservees-aux-radicalises-est-sans-issue_5000560_823448.html\)](#))

Notre taux d'incarcération (98,3 détenus pour 100 000 habitants) n'est inférieur à la moyenne européenne que parce que celle-ci inclut des pays qui emprisonnent en masse (la [Russie](#) et la [Turquie](#)). La vérité est plus brutale, telle que la décrivait le regretté M^e Thierry Lévy : en France, la prison ne se limite pas à la privation de liberté. Dans notre entendement collectif, elle doit [faire souffrir](#) au-delà de l'enfermement.

Le prisonnier doit être mis à mal dans la chair et l'esprit – d'où les rats et l'entassement des corps en cellules surpeuplées. La prison ne consiste pas seulement à [dissuader](#) le crime et à [éloigner](#) des individus dangereux ou, éventuellement, à les [réformer](#) – ce qui est son objet légitime. Elle est l'instrument de la vengeance de la société. Elle doit faire mal. Par faiblesse, les politiques y consentent.